



ENTREPRISES • 35

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE POUR L'ILLE ET VILAINE

www.entreprises35.fr



L'INDUSTRIE EN BRETAGNE **ÉCLAIRER** L'AVENIR.....p8

ETATS GÉNÉRAUX
DE L'INDUSTRIE BRETONNEp16



PÔLES DE COMPÉTENCES

ENERGIES | INFRASTRUCTURES

FORMATION | EMPLOI | JEUNES

R&D | INNOVATION

TOURISME

ÉCLAIRER

CONQUÉRIR POUR NE PAS DEVOIR SURVIVRE

Les acteurs économiques et politiques de la Bretagne se soucient de son avenir industriel à l'horizon 2020.

Etudes, priorités, agences, schémas et états généraux se succèdent depuis la fin de l'an dernier pour établir des diagnostics et préconisations et engager des actions. Tous s'accordent sur un point capital : l'avenir économique de la région dépend étroitement de son développement industriel.

Cinquième région industrielle de France, la Bretagne continue d'afficher un solde positif des emplois dans ce secteur, une singularité dans le contexte actuel. Malgré des points faibles, voire des menaces, pouvant mettre sa compétitivité en péril, la région ne manque pas d'atouts pour continuer sur sa lancée. Accompagnant intelligemment industries nouvelles et existantes, elle devra préserver cet équilibre pour ne pas risquer de laisser sombrer des pans entiers de son économie, surtout sans certitude sur la pérennité des voies ouvertes par de nouveaux secteurs.

L'avenir de l'industrie passe inévitablement par l'accroissement de la valeur ajoutée, toujours plus dépendante de l'innovation et des services périphériques à la production. Rien d'étonnant donc à ce que la frontière entre l'industrie et les services se floute de plus en plus. Et cette imbrication ira croissante. Déjà, nombre d'entreprises industrielles ne produisent plus. Elle centrent leur métier sur la

ETATS GÉNÉRAUX
DE L'INDUSTRIE BRETONNE

Page 16 à 28

L'INDUSTRIE EN BRETAGNE L'AVENIR

conception, le marketing et la vente, confiant la fabrication de leurs produits à des intégrateurs-ensemblers. Toutefois, elles demeurent industrielles car leur culture se fonde sur la maîtrise de la conception, la production et la vente. Tout l'enjeu pour un futur industriel réussi consiste à permettre à l'industrie bretonne de conserver sa capacité de diversification, de s'internationaliser encore plus, d'accroître sa valeur ajoutée et de s'ouvrir encore plus aux services.

Les Etats généraux de l'industrie bretonne du 9 juin dernier allaient dans ce sens. Leur ambition visait à dessiner le contour des grandes orientations nécessaires pour préparer l'avenir. Réunissant 1 500 acteurs économiques bretons, une mobilisation hors norme, ils ont révélé la volonté collective d'y parvenir avec une ambition : conquérir pour ne pas devoir survivre !

L'avenir économique de la région demeure étroitement lié à son activité industrielle

Quel avenir pour l'industrie bretonne ? La question préoccupe l'ensemble des acteurs économiques et politiques de la région !

Pour preuve. Fin 2005, le CESR se fend de 260 pages sur "Les évolutions des bases de l'industrie bretonne à l'horizon 2021" et la CRCI publie la "Contribution des CCI de Bretagne au Schéma régional de développement économique", centrée sur le développement industriel. En mars 2006, l'Upib présente ses "10 priorités" à dix ans ; elles visent transversalement les quatre pôles de compétitivité bretons. Le Groupement des fédérations industrielles (GFI) de Bretagne, cosignataire du texte, vient de tenir les Etats généraux de l'industrie bretonne, sur le thème : "Je m'invente le monde... Demain, la Bretagne". Son ambition ? Faire de la région la référence nationale en matière de développement industriel, de croissance et d'emploi à l'horizon 2020 ! Enfin, la toute jeune Agence régionale de développement économique et l'actuel débat sur le Schéma régional de développement économique portés par la Région placent l'industrie au centre de leur réflexion et de leur action.

Dans sa lettre d'avril 2006, présen-

tant ses "10 priorités", la première visant à renouveler la politique industrielle bretonne, l'Upib précise : « Il ne peut pas y avoir d'économie bretonne forte sans économie française dynamique. Les décisions les plus essentielles relèvent donc de la compétence gouvernementale et parlementaire. Toutefois, dès à présent, les acteurs économiques entendent promouvoir leur vision du développement breton ». Quelle est-elle ? Voient-ils la Bretagne comme un exemple de développement industriel, de croissance et d'emploi ou... l'imaginent-ils évoluer vers un désert économique ?

LE SYSTÈME INDUSTRIEL

« Voilà bien un combat d'arrière-garde ! L'ère industrielle est derrière nous ! Le XXI^e siècle sera celui des services » estiment certains observateurs. « Faux débat », semble leur répondre l'étude de la CRCI. « La frontière est de plus en plus floue entre industrie et services et le découpage statistique de

L'INDUSTRIE EN BRETAGNE ÉCLAIRER L'AVENIR

L'activité économique prend mal en considération cette imbrication croissante ». En tout cas, la part de l'industrie bretonne dans le dynamisme régional demeure indiscutable. Et considérable.

Aujourd'hui, traiter de l'industrie ne prend sens qu'en y associant les activités participant à la production de biens matériels - la transformation et les services auxquels elle fait appel -, ce qu'Alain Benesteau, directeur des Etudes à la CRCI, nomme « le système industriel ». Il précise : « 100 € de chiffre d'affaires industriel génèrent 70 € de consommations intermédiaires en achats de biens et services, dont 50 € de produits industriels et environ 15 € de services marchands ». Il faut y ajouter les retombées indirectes sur l'emploi dans les autres secteurs d'activité par l'effet de la consommation des ménages des salariés du système industriel.

Il reste que l'industrie bretonne se tient à la croisée des chemins. Elle le doit à des phénomènes macroéconomiques, dont la financiarisation de l'économie et la mondialisation. Mais pas seulement. En cause aussi des facteurs endogènes.

« NOUS BRETONS, AVONS À CONQUÉRIR PLUTÔT QU'À SURVIVRE »

Et la liste est longue : éloignement des grands centres de consommation, faible capacité d'exporta-

tion, évolution sociologique de la main-d'œuvre, manque de capitaux risqués, obligation de concilier activités industrielles et touristiques, fragilité énergétique, orientation insuffisante vers des formations techniques, trop grand nombre de jeunes en situation d'échec scolaire et sans métier, facultés accueillant quantité de jeunes condamnés à ne pas trouver d'emploi dans des filières saturées, relations perfectibles entre recherche et entreprises, manque d'anticipation de la vague à venir de dirigeants papy-boumeurs...

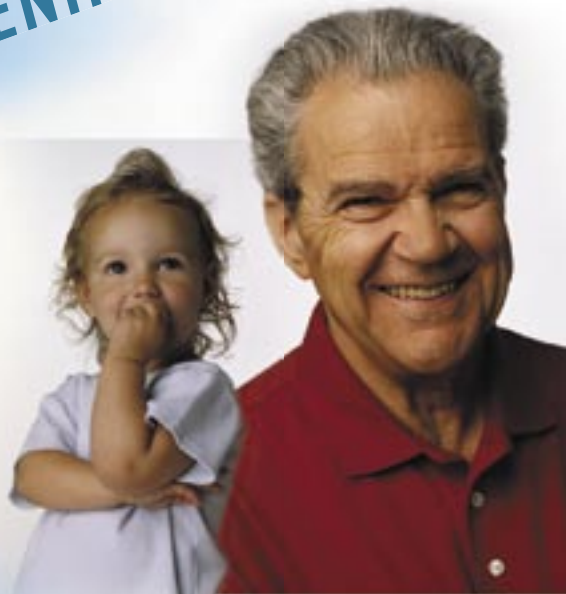
Dans l'ouvrage collectif publié en 1998, "L'espoir breton du XXI^e siècle", l'industriel Jean-Jacques Hénaff écrivait en préface : « (...) Il nous faut mettre au clair nos croyances collectives, nos valeurs partagées et nous entendre sur une vision de notre futur à long terme. (...) Il s'agira ensuite de faire entrer cette vision dans le champ des "possibles" en définissant quelques véritables projets-clés au niveau de la région de Bretagne. (...) Nous Bretons,

nous avons à prendre en mains notre destin, à conquérir plutôt qu'à survivre ».

S'agit-il de refaire le Celib (Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons) créé au début des années 1950, composé de parlementaires, élus, représentants du monde économique et syndical des cinq départements de la Bretagne historique ? Certes ses acquis sont considérables. Toutefois, l'histoire ne repasse pas les plats... Il est seulement question d'analyser la situation avec pragmatisme et de retenir des orientations servant l'intérêt de la Bretagne.

LA BRETAGNE NE MANQUE PAS D'ATOUTS

Le milieu des années 2000-2010 vit l'entrée dans la vie active de la quatrième génération d'après-guerre. Comme pour les précédentes, elle s'accompagne de turbulences que l'actuel contexte mondial intensifie. Sans doute, expliquent-elles une telle unanimité dans le souci d'anticipation des acteurs de l'économie



bretonne. Chacun y va de son bilan et de ses perspectives.

La Bretagne ne manque pas d'atouts ! L'affirmation fait l'unanimité. Alain Even, président du CESR, met en évidence « *l'attractivité des populations et des activités. Pour preuve, le PIB par tête a rattrapé la moyenne nationale et le solde net de créations d'emploi illustre notre dynamisme économique* ». La capacité des Bretons à coopérer sur des enjeux majeurs, au-delà des divergences politiques, constitue une carte maîtresse. Elle explique en partie les pôles de compétitivité décrochés de haute lutte. « *Les acteurs socio-économiques et politiques ont su s'organiser pour candidater et être retenus* ». Selon Jean Hamon, président d'ID 35, « *ils ont permis que soient représentés les quatre piliers de l'industrie bretonne. On ne retrouve pas ça dans d'autres régions* ».

Guy Dadou, président de Bretagne Entreprendre, met trois atouts en avant : « *culture, système de compétences éducatives et environnement* ». Les racines communes créent et entretiennent un socle social, l'un des moteurs du développement économique. La région affiche de longue date des résultats au bac supérieurs à la moyenne nationale et un nombre important d'étudiants dans l'enseignement supérieur.

LA FORCE DE LA BRETAGNE EST SURTOUT CELLE DES BRETONS

Gilbert Jaffrelot, directeur de Bretagne Entreprendre, les

explique par « *la forte implantation historique de l'enseignement catholique. Au-delà des querelles, l'émulation a poussé les enseignants à la recherche de l'excellence* ». Enfin, la Bretagne se caractérise par un littoral préservé, un patrimoine historique sauvegardé, une nature enviée et un climat de plus en plus agréable, « *surtout quand on s'en tient aux dires des prévisionnistes scientifiques* ».

« *La force de la Bretagne est surtout celle des Bretons* », explique Alain Le Roch, PDG d'AES Chemunex. Il insiste sur leur capacité à « *relever les défis et leur pugnacité pour se sortir des crises. Ils ont ainsi mené la Bretagne à son niveau actuel, malgré son retard dans les années 1960* ».

Pour autant, la région affiche des faiblesses. Outre l'éloignement géographique du centre de gravité économique de l'Europe, sortie

des grands desseins, elle aime entretenir l'esprit de chapelle et les guéguerres, telles celles entre Brest et Rennes, Brest et Quimper ou Lorient et Vannes. Le tout débouche par exemple sur l'absence d'un grand aéroport au bénéfice d'une constellation de sept aéroports distants d'une centaine de kilomètres les uns des autres. Plus grave. « *La Bretagne est*

déstabilisée sur les bases de sa renaissance des années 1960 » analyse Alain Even.

En cours de remodelage, la filière des IAA affronte interrogations et menaces. « *Son évolution est plus rapide que sa capacité à s'y adapter* ». Surtout que sa structure, pour partie coopérative a, jusqu'ici, visé à satisfaire les attentes d'une agriculture productiviste.

LA VITALITÉ DE L'INDUSTRIE ARMORICAINE EN CHIFFRES

Le système industriel breton compte 357 100 salariés, soit 34 % de l'ensemble des emplois de la région.

Il emploie 60 % des intérimaires de la région.

En incluant l'intérim, de 1993 à 2004, le nombre de ses salariés a augmenté de 18,3 % quand il régressait de 2,7 % en France.

Il génère le tiers de la valeur ajoutée produite en Bretagne.

Les biens industriels représentent 78 % des exportations françaises.



L'INDUSTRIE EN BRETAGNE ÉCLAIRER L'AVENIR

ELLE SE RAPPROCHE DU TERTIAIRE ET S'INTELLECTUALISE

Même si PSA a beaucoup investi à La Janais, un gage de pérennité renforcé par le pôle "Automobile haut de gamme", le secteur vit dans l'incertitude et les équipementiers en subissent les aléas.



Autre pilier régional, les TIC ont connu de sérieux déboires. Reste à espérer que le pôle "Images et réseaux", articulé autour de la recherche, les aidera à satisfaire de nouveaux usages et à innover. La construction navale, quatrième pilier industriel breton, quitte une zone de grande turbulence au bénéfice d'un nouveau positionnement.

La déstabilisation tient aussi à l'évolution de l'industrie. « Elle se rapproche du tertiaire et s'intellectualise », analyse Guy Dadou. De plus en plus d'entreprises produisent de moins en moins, pas, ou plus. En même temps, elles se

recentrent sur leur métier et diversifient leurs services. Au point que la notion d'intégrateur-ensemblier fait florès. Antinomique ? Seulement en apparence.

Il ne s'agit que de pragmatisme. « Il faut maîtriser des compétences peu différenciées, mais les ouvrir à des applications très variées » ajoute Jean Hamon. Cela passe par une palette de services adaptés à son secteur d'activité et par « le métissage des produits. C'est ainsi que le téléphone portable est aussi

devenu un appareil photo. Il ne faut plus se fier sur un raisonnement produit. La pérennité de notre industrie réclame des dirigeants plus strates et des systèmes fonctionnant plus transversalement et encore plus en réseau ».



UN RÉEL INTÉRÊT POUR LE TRAVAIL BIEN FAIT

D'évidence sur le marché européen, hors Peco, les marchés de l'automobile et des IAA ont atteint des sommets de production. D'autres secteurs aussi. Alors, l'issue se résume à deux alternatives : innovation et diversification. Elles n'aboutiront que grâce à une R & D optimisée, génératrice de valeur ajoutée.

Il existe vraiment un avant et un après 35 heures. La loi Aubry a « contribué à un changement de mentalité », assure Christian Tacquard, président de l'Abea (Association bretonne des entreprises agroalimentaires). Les chefs d'entreprise font avec. Ajouté au phénomène du papy-boom, il leur impose d'importants efforts de management pour éviter « que les salariés ne soient volatils ».

La valeur travail n'est plus ce qu'elle était ! Même en Bretagne. Cette réalité dépasse de beaucoup la région où, d'ailleurs, les salariés conservent un réel intérêt « pour le travail bien fait » selon Gilbert Jaffrelot. « L'attachement à la culture bretonne et à ses racines y est pour beaucoup ». Il favorise le maintien de repères qu'améliore « le système éducatif ». Alain Even renchérit, invoquant le taux d'absentéisme régional « assez bon. Même si elle est devenue urbaine, la population reste globalement efficace et travailleuse ».

Important gisement de main-d'œuvre, les femmes détermineront fortement le modèle social à venir, intervenant sur les formes d'organisation de l'entreprise. Si, vers 2020, ses états-majors se

féminisent comme le sont déjà ceux du corps médical, de l'enseignement et de la justice, « *il y aura du remue-ménage dans la gestion du temps, des pratiques et des contraintes* ».

UNE RUPTURE GÉNÉRATIONNELLE DONT ON NE PREND PAS LA MESURE

« *Les jeunes de 2006 feront la Bretagne de demain ! Ils la feront différente* », martèle le président du CESR. « *Nous vivons une rupture générationnelle dont on ne prend pas la mesure. Elle est plus grande que celle de la fin des années 1960 et, peut-être, plus encore que celle d'après-guerre* ».

Le nombre des candidats aux métiers industriels régresse et les premiers effets du papy-boom approchent. Alors, la pénurie de main-d'œuvre annoncée aura-t-elle lieu ? Sûrement. Dans quelles proportions ? Si peu se hasarde à un pronostic, des solutions complémentaires se dessinent.

Contrepartie positive de ses attraits, la Bretagne peut accueillir et intégrer des populations nouvelles, étrangères à la région. « *Mais nul ne sait si, au-delà des discours, elle en aura la capacité dans les faits* » nuance le président Even. Il voit dans l'immigration « *un atout macroéconomique par son effet stimulant permanent* », citant l'exemple de l'Amérique du Nord comme « *la plus belle illustration* ». Certes, l'intégration des personnes concernées « *est socialement difficile* ». Mais, bien accueillies et correctement formées, trouvant un espoir d'avenir pour leur descendance, « *elles souhaiteront s'installer* »,

s'adaptant d'autant mieux.

Certaines catégories d'autochtones peuvent apporter des éléments de réponse. « *Il faut laisser le choix à des salariés poussés en préretraite ou en retraite d'opter pour le temps partagé* » préconise Guy Dadou. Certains éprouveraient une réelle satisfaction à transmettre leur savoir-faire. Ils pourraient notamment contribuer à former des personnes au ban de l'emploi et « *à les inscrire dans un schéma d'employabilité* ».

LE CANCER DE LA FRANCE

L'emploi à temps partagé serait-il une solution d'avenir ? Gilbert Jaffrelot le pense. L'accompagnement de personnes à faire plusieurs activités « *enrichit les deux parties* ». L'entreprise satisfait des besoins pérennes à temps partiel et le salarié évite les écueils d'une spécialisation parfois aussi vite recherchée qu'abandonnée. La richesse de la formule tient « *à la complémentarité et à l'expérience qu'elle procure* ».

Les impôts et taxes pèsent trop lourd. Le propos n'est pas nouveau. Tant s'en faut. Au point que Christian Tacquard juge « *le système irréversible. Il faut faire avec* ». Industriel depuis quinze ans, il n'a « *jamais vu les taxes baisser* ». Pour autant, il ne cautionne pas le système et s'interroge sur « *ce que l'on*

peut faire pour éviter de l'alourdir encore ».

Alain Le Roch dénonce « *l'augmentation de la dette nationale, le cancer de la France* », malgré l'accroissement incessant des charges. Il concerne aussi bien les collectivités territoriales ; « *la tendance de chaque nouvelle équipe est de relever les taxes* ». Le dirigeant ne supporte plus d'entendre dire : « *Prenons l'argent là où il est, dans les entreprises* ». Il déplore que la France, « *dominée par une idéologie qui nivelle par le bas, accepte mal la performance alors qu'elle devrait l'encourager. Attention ! Nous atteignons le seuil critique de l'asphyxie de l'économie* ».

Le président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine ne l'entend pas ainsi. Jean-Louis Tourenne s'étonne des demandes contradictoires des dirigeants. « *Ils ne veulent pas payer trop d'impôts mais réclament le meilleur environnement et le maximum d'infrastructures pour leurs entreprises. Ils ne fourniraient pas de produits gratuitement*

à leurs clients mais veulent un environnement gratuit ».

NOUS REFUSONS LE FAIT ACCOMPLI

Patrick Caré réfute l'argument. « *Les chefs d'entreprise peuvent comprendre que l'impôt est nécessaire* ». Mais ils aimeraient participer aux travaux menant aux prises de décisions. Quand les taxes augmentent, « *on nous dit que c'est pour notre bien, sans explication. Ce n'est plus acceptable. Nous voulons en connaître les motivations. Nous refusons le fait accompli* ».

La problématique des charges et taxes relève du coût du système administratif français, « *au plan national, régional, départemental et communal, inefficace eu égard de son poids* » selon Pierre-Yves Legris, président du groupe éponyme. Il plaide pour la baisse des charges nationales au profit de celles locales. « *Il vaudrait mieux que les élus appliquent les prélèvements au plus près de leurs électeurs...* ».



L'INDUSTRIE EN BRETAGNE ÉCLAIRER L'AVENIR

Toujours est-il que le contexte mène un nombre croissant de dirigeants à croire que l'économie se fera de plus en plus dans les centres de R & D ou les bureaux d'études et de moins en moins dans les ateliers. En 2002, Serge Tchuruk, le patron d'Alcatel, faisait scandale en annonçant l'entreprise sans usine. Tout en évitant les aléas de cette stratégie extrême, beaucoup de PME bretonnes s'inscrivent dans cette tendance. Des âmes bien intentionnées pourraient la dénoncer. A tort.

Pour Joël Renault, PDG de Delta Dore, à Combourg, l'entreprise industrielle fonde sa culture « sur la maîtrise de la conception de ce qu'elle fabrique et vend. A ce triptyque s'ajoute aujourd'hui la culture de service ».



L'AMER CONSTAT DES VICISSITUDES DE LA PRODUCTION

La différence entre la PME moyenne et une firme du CAC 40 vaut celle d'une C3 avec une F1. « *L'une construit, innove, entreprend à long terme et, bien sûr, cherche à gagner de l'argent ; l'autre, gérée par les actionnaires, sert des objectifs à court terme pour valoriser ses titres et son capital* » résume Alain Le Roch. Faute des moyens de s'entourer de collaborateurs en nombre suffisant, le dirigeant au four et au moulin bataille chaque jour pour pérenniser son entreprise et ses quelques dizaines d'emplois. Loin des fonds de pension et des goldens parachutes, il manage avec ses moyens et ses charges. Voilà bien longtemps qu'il fait l'amer constat des vicissitudes de la production et note que la valeur ajoutée provient surtout des services périphériques et de l'amont. Sauf qu'à présent, les marges réduites ne lui laissent plus d'autre alternative.

Toutefois, pas de méprise. Nulle question de baisser les bras. Mieux, comme souvent, la bagarre pour la survie conduit à transformer une faiblesse en atout. Par nature, la PME dispose d'une réactivité supérieure à la grande entreprise. Elle

lui permet de s'adapter plus vite aux attentes du marché. D'autant que la réponse passe souvent par une phase de petite ou moyenne production, échelle qui lui convient parfaitement.

« *L'avenir est aux PME. La relance économique passera par elles* », prédit Alain Le Roch. Du moins par celles armées pour innover. Le défi des années à venir réside dans leur capacité « à apprendre à concevoir des produits avec un coût de production inférieur à celui de leurs concurrents ».

IL FAUT ÊTRE UN TERRITOIRE INTELLIGENT

« *Il faut être un territoire intelligent* » insiste le président du CESR. Cela lui semble d'autant plus réalisable que « *la main-d'œuvre a sûrement un potentiel supérieur à celui que les entreprises utilisent* ». Reste qu'il mise plus sur des réponses transversales que par filières ou par produits. De citer l'exemple de la « *logistique, au savoir-faire très transférable, et de l'électronique embarquée, qui vaut pour l'automobile, la navale, la domotique...* ».

L'innovation réclame des compétences. La Bretagne en manquerait-elle ? Oui et non, selon les domaines d'activité et les métiers. Par contre, elle en gâche assurément, entre les jeunes en fin de scolarité dépourvus de toute formation professionnelle,



les mal orientés et les étudiants en situation d'échec après un ou deux ans de faculté ou ceux engagés sur des voies de garage.

« *Comment peut-on laisser des jeunes aller sur des voies choisies sur la base de motifs émotionnels ?* » s'interroge Gilbert Jaffrelot. « *Il s'agit d'années universitaires de confort, et pourquoi pas ? Mais, dans ce cas, je les placerais à un autre moment de la vie* ».

L'industrie bretonne fait-elle vraiment mauvais ménage avec l'international ? Moins que certains veulent bien le dire ! Il convient déjà de différencier export et prises de participation ou implantations à l'étranger. Les résultats régionaux sur l'export restent partiels ; ils ne tiennent pas compte des opérations réalisées par les unités dont le siège se situe hors de Bretagne. L'unanimité se fait donc pour relativiser les mauvais chiffres publiés. Et pour insister sur la difficulté de se rendre dans les capitales européennes dans des conditions de travail raisonnables. Pierre-Yves Legris enfonce le clou. « *C'est l'unique raison et un vrai handicap concurrentiel* ».

BESOIN DE SIMPLICITÉ POUR CHASSER EN ESCADRE

Toutefois, chacun estime que la région peut mieux faire à l'international, cela malgré les organismes d'aides. « *Il y en a trop, et peu le font bien* » juge Joël Chéritel, PDG de Retis Communication, à Montauban-de-Bretagne et vice-président de l'UE35. « *Bretagne International [BI] est de ceux qui le font bien* ». Il lui reconnaît

une « *démarche d'entreprise* » et constate « *qu'une bonne part de son équipe vient de l'entreprise* ».

Jean-Marc Gandon, PDG de Biotrial, à Rennes, déplore les « *bagarres auxquelles se livrent de nombreuses structures* ». Il cite l'exemple du salon mondial des biotechnologies où des entreprises bretonnes se regroupaient dans une dizaine de stands. « *On voyait parfois plus le nom des structures d'aides que celui des entreprises* ». Selon le dirigeant, BI « *fait mieux que les autres, même si elle a encore du chemin à parcourir. Il faut repartir des entreprises pour développer l'économie. Elles ont besoin de simplicité pour chasser en escadre* ».

Les technologies « *se traitent à l'international* » affirme Jean-Luc Pavi, PDG de Teamcast, à Rennes. Des relais y sont nécessaires pour une vision réaliste. Et sa société participe à des projets européens ; « *c'est essentiel* ».

« *Les PME bretonnes sont trop petites* » dit Jean-Claude Germain, directeur des Relations industrielles de l'unité PSA de Rennes et directeur du pôle de compétitivité « *Automobile haut de gamme* ». La majorité emploie moins de 50 salariés quand leurs homologues germaniques en comptent le triple. De quoi expliquer leur faible taux d'encadrement. « *Le passage de la petite à la moyenne entreprise est souvent très difficile* » ajoute Patrick Caré.

LA MER UNE RESSOURCE CONSIDÉRABLE

Jean-Claude Germain constate que les PME « *ne prennent pas assez en*



compte la globalisation », le manque de maîtrise de l'anglais y contribuant. Or, adapter les produits à l'international passe par cette prise de conscience qui aiderait à générer de la valeur ajoutée.

Le dirigeant voit dans la mer une ressource considérable. Pour lui, la venue du Clémenceau à Brest « *est une bonne affaire : il y a 700 bateaux à désarmer en Europe...* ».

Parmi les faiblesses de la Bretagne, Pierre-Yves Legris cite son apparte-

nance « *au site France qui croit peu en l'importance de son industrie. Il tombe dans les pires travers de la mode en favorisant les industries nouvelles au détriment de celles existantes. Beaucoup de pays ont compris qu'il faut déjà soutenir ces dernières* ». Toutefois, il se dit confiant sur l'avenir industriel de la Bretagne et l'imagine devenir une référence de développement économique régional. « *La conjonction des intérêts et des compétences lui permettra de conserver sa capacité de diversification, s'internationaliser encore plus, accroître sa valeur ajoutée, se féminiser... Notre industrie fabriquera moins, mais elle gardera la maîtrise de ses fabrications et drainera de nombreux emplois de services* ». ■

Etats généraux de l'industrie bretonne (EGIB) "JE M'INVENTE LE MONDE, DEMAIN LA BRETAGNE"

Pour dessiner les grandes orientations nécessaires

Les enfants de 2006 sont les salariés et les entrepreneurs de 2020. Ils hériteront alors de l'économie et de l'industrie que les acteurs d'aujourd'hui auront édifiées. D'où le thème des enfants retenu par le Groupement des fédérations industrielles (GFI) de Bretagne, pour fil rouge des États généraux de l'industrie bretonne (Egib) du 9 juin dernier. Et celui de "Je m'invente le monde, demain la Bretagne" comme titre. Il en reflète le dessein : faire de la Bretagne la référence nationale en matière de développement industriel, de croissance et d'emploi à horizon 2020 !

Le but des Egib ? Amener les participants à s'approprier l'idée de construire ensemble, le futur industriel de la Bretagne. Toutefois, envisager l'avenir imposait de connaître les menaces, points faibles et atouts perçus par les acteurs de terrain. Leur prise en compte servirait de base de réflexion et permettrait

de concrétiser une volonté d'amélioration.

Durant deux mois, conduit par Jean-Michel Queguiner, ex-directeur du groupe BA, le comité de pilotage des Egib a ainsi rencontré des centaines d'industriels, enseignants, chercheurs, permanents de structures patronales et consulaires, etc. Plus de vingt réunions ont eu lieu. Outre une par pays de Bretagne, d'autres ont traité de thématiques transversales, telle celle des transports, ou recueilli la vision des syndicats. Ce travail atteste du souci des Egib de coller aux réalités et attentes des acteurs. De plus, son ancrage dans les pays a crédibilisé les propositions et les questions mises au vote durant l'après-midi du 9 juin.

de l'industrie bretonne : enclavement au regard du reste de la France et l'Europe, excès de contraintes administratives, centres de décision souvent hors de Bretagne, image négative de l'industrie menant les jeunes à vouloir être fonctionnaires, ingénieurs contraints de chercher du travail ailleurs, jeunes enseignants ne pouvant pas exercer en Bretagne en début de carrière...

De même, des points faibles pourraient fragiliser l'industrie : dépendance énergétique, non-respect de l'environnement et la pollution de l'eau, infrastructures de communication insuffisantes, excès de concurrence entre territoires, absence de leader politique national breton, priorité accordée au développement touristique, centralisme régional de Rennes, manque d'échanges entre entreprises...

La Bretagne affiche aussi nombre d'atouts et, d'abord, son capital de sympathie. Accueillante et attirante,

DE NOMBREUX ATOUTS ET POINTS FORTS

Des menaces sont apparues, qui pourraient atteindre la compétitivité

RÉSULTATS DES QUESTIONS MISES AU VOTE DES EGIB

A Quelle orientation retenez-vous dans le domaine du développement durable ? (1 choix possible)

36%

Un pôle d'excellence autour des énergies renouvelables

32%

L'aménagement du territoire intègre l'industrie comme l'agriculture, l'habitat et le tourisme

32%

L'incitation de l'industrie à s'engager dans une démarche d'amélioration constante en matière de santé, sécurité et environnement





elle accumule une forte identité, un cadre de vie agréable et un patrimoine culturel et historique authentiques. Sa situation géographique la place à l'avant-garde de l'Europe, avec un littoral sur trois faces à développer. Et son potentiel énergétique (mer et vent) représente un capital énorme. S'y ajoutent un réseau de grands axes routiers gratuits, l'équilibre du foncier entre territoire urbain et rural, la diversité du tissu industriel, les pôles de compétitivité.

RÊVER LA BRETAGNE DU FUTUR

Enfin, au chapitre des hommes, les atouts abondent. Les Bretons sont réputés courageux, tenaces, entreprenants, attachés au pays, bien formés, sachant se mobiliser sur de grands projets et d'esprit entrepreneurial.

Invités à rêver la Bretagne du futur, les participants des réunions prépa-

ratoires ne s'en sont pas privés. Les hommes et leurs organisations : les Bretons parlent deux langues ; le "mille-feuille" administratif s'est aplati ; la Bretagne expérimente une vraie gestion régionale ; son territoire ne compte plus que 18 pays, au lieu des 21 actuels. L'environnement : la région a retrouvé son équilibre ; elle véhicule une image de leader au plan du développement durable ; l'eau et l'air y sont purs. Les infrastructures de communication : Brest et Quimper sont à 2 heures de Paris et 1 heure de Rennes ; les liaisons aériennes avec les métropoles européennes offrent des allers-retours dans la journée alliant temps pour travailler et horaires décents.

Ce travail de terrain a révélé la prégnance de trois thèmes : infrastructures et énergie, compétitivité des entreprises, formation et entreprises. Ont aussi émergé les propositions et les questions à soumettre aux votes des Egib. ■

Les EGIB vus par Frédéric Lescure, président du GFI Bretagne

« Une mobilisation jamais vue ! 1 100 inscrits aux Forums de la compétitivité du matin et 1 000 aux Egib de l'après-midi... Au total, 1 500 personnes ont répondu présent. Nous avons démontré que, grâce à ses adhérents, le GFI Bretagne pouvait rassembler. Et un grand espoir a germé, celui de permettre à l'industrie de parler d'une seule voix. Elle sera ainsi mieux entendue et comprise par les politiques ».

« La restitution des travaux de pays a été riche. Elle a mis en avant ce que les gens de terrain pensaient vraiment et les divergences apparues avec la perception des grands témoins ont montré que nous étions dans des états généraux, loin de la pensée unique. Les tables rondes ont amené les participants à prendre du recul au regard de leur quotidien et à relativiser des aspects vécus comme des handicaps ».

« Enfin, des votes ont conduit à mettre en avant des priorités liées à chaque thème. Il faudra les analyser, les comprendre et les formaliser en axes stratégiques. Nous devons ensuite les porter et les défendre auprès des politiques. Ces votes donnent une vraie légitimité aux axes que le GFI Bretagne défendra. Jean-Yves Le Drian nous a déjà accordé un rendez-vous 29 août prochain afin d'en discuter ».

VERBATIM DES TABLES RONDES

Quatre "grands témoins" ont participé aux trois tables rondes des Egib : André Lespagnol, vice-président du Conseil régional chargé de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, Jean-Hervé Lorenzi, membre du Conseil d'analyse économique, professeur à Paris Dauphine, Hervé Serieyx, sociologue et économiste, Franck Riboud, PDG de Danone.



A

Quelles mesures des pouvoirs publics favoriseraient le développement de l'industrie ?

(3 choix possible)

64%

Réduire le mille-feuille politico-administratif en matière de décisions économiques

62%

Plus impliquer les chefs d'entreprises dans les décisions économiques des collectivités

42,5%

Renforcer la dynamique économique Bretagne/Pays-de-la-Loire

32,3%

Promouvoir l'image de l'industrie bretonne

16,7%

Prévoir des espaces dédiés aux activités industrielles

16,7%

Préserver les savoir-faire des industries traditionnelles en Bretagne

B

Le développement du tissu industriel nécessite de

(2 choix possible)

56,6%

Mobiliser les énergies pour créer de nouvelles filières industrielles

51,5%

Faciliter le financement des fonds propres

47,7%

Mettre en place un dispositif efficace de soutien à la transmission des entreprises

25,8%

Rendre l'administration partenaire du développement de l'entreprise

LA PROBLEMATIQUE DE L'ENERGIE ET DES INFRASTRUCTURES VUE PAR DES ACTEURS ECONOMIQUES D'ILLE-ET-VILAINE

La Bretagne ne produit que 5 % de son énergie. La dépendance énergétique devient une faiblesse stratégique et un risque non négligeable » estime Alain Sartoris, directeur de l'usine PSA de Rennes. La Bretagne « est au bord de la rupture » ajoute le président Tourenne. Le transport de l'électricité sur de grandes distances entraîne des déperditions et « fragilise la région ». Comme beaucoup, il pense qu'il faut s'orienter vers les énergies renouvelables, même « si elles ne compenseront pas le pétrole » et reste convaincu « que la France ne peut pas se passer du nucléaire ».

Patrick Caré s'efforce d'une analyse objective. « Il faudra bien remettre la question du nucléaire sur le tapis, même si je ne suis pas totalement pour. Il y a un effet psychologique évident ; les traces de Plogoff sont encore présentes. Tous les partisans du nucléaire envisagent une centrale... mais pas près de chez

eux. Et quel maire accepterait d'en voir l'implantation sur sa commune ? Pourtant, c'est la source d'énergie la plus économique ».

Selon lui, la faible production énergétique de la Bretagne « n'est pas un vrai handicap ». Partisan d'étudier la question « sans tabou », il plaide pour la recherche dans toutes les sources d'énergie. La mer et le vent sont-ils les voies d'avenir ? Les avis diffèrent. Pour Alain Le Roch, « nous ne couperons pas à une centrale nucléaire. Il faut être

réaliste, même si je serais le premier à râler si elle s'installait près de chez moi. Les énergies renouvelables ont des rendements insuffisants ». Jean-Marc Gandon pense de même, lui qui estime « qu'aucune n'est économiquement viable sans aides fiscales ».

DÉVELOPPER LA RÉGION SANS CONSOMMER PLUS

Selon Pierre-Yves Legris, « entre le vent, les vagues et le soleil, on a tout



A. Lespagnol : « Il reste beaucoup à faire pour l'accessibilité, surtout dans le ferroviaire, le maritime et le très très haut débit pour la recherche. Nous ne valorisons pas assez notre atout "mer" ; les Écossais le font depuis 20 ans. La Bretagne se confronte à une dualité environnementale : ses atouts naturels servent son attractivité et, en même temps, elle affronte des menaces de pollution interne et externe. L'idée selon laquelle on est de plus en plus en périphérie de l'Europe est d'abord psychologique. La Bretagne n'est pas plus excentrée que l'Irlande qui, elle, affiche un taux de croissance important ».

J-H Lorenzi : « La notion de compétitivité globale intègre le décloisonnement du territoire et l'emploi d'énergie sûre et au meilleur marché. A ce jour, 80 % de notre énergie est d'origine fossile ; je ne crois pas à une fin rapide de ses approvisionnements. Le problème tient surtout à leur provenance de pays difficiles. Les alternatives restent limitées et la France doit avoir un vrai débat sur ce sujet. Pour certains, le nucléaire représente l'horreur absolue. Pour d'autres, ce moyen parmi d'autres a l'intérêt de réduire l'effet de serre ».

ce qu'il faut pour que ça marche ». Joël Cheritel insiste sur « la matière première exceptionnelle dont dispose la Bretagne : une semaine sans vent n'existe pas ! ». Chacun se retrouve sur un point : il faut rapidement inventer l'après pétrole et la région dispose d'un potentiel à exploiter en matière d'énergies renouvelables. Frédéric Lescure veut y voir la possibilité du « développement d'une filière industrielle de production aussi importante que celle des IAA en son temps ».

Une étude a montré que les industries agroalimentaires économiseraient 20 à 30 % d'énergie avec des moyens adaptés. Parmi les hypothèses, Christian Tacquard cite « la concentration des unités, l'éolien, les unités de biomasse, la production d'eau chaude par des panneaux solaires ou voltaïques. Mais il manque des spécialistes et des conseils dans ces domaines ».

Au cas où elle se poursuivrait sur sa lancée, la hausse du coût du pétrole aurait des effets considérables sur l'aménagement du territoire breton. En effet, « la région est dépendante de la circulation automobile », analyse le président Even. Si le coût des carburants ne dépasse pas un seuil critique, « l'ensemble du territoire régional sera occupé d'ici 20 ans ». Autrement, les populations se concentreront peu à peu dans les

villes. Plus globalement, « l'un des enjeux consiste à continuer à développer la région sans consommer plus ».

« Arrêtons de penser "tout routier" ! Le TGV permettrait de rester à distance raisonnable des centres de décision et de consommation. Le train pollue moins et roule toujours plus vite que les voitures et camions ». Joël Cheritel rêve de voir Brest à 3 heures de Paris et Rennes à 1 h 40 de la capitale. Pour lui, le fret doit « vite passer dans le privé. La SNCF devrait admettre qu'elle ne sait pas faire ce métier ». Selon Gilbert Jaffrelot, un train recevant une centaine de camions, la rationalisation du fret permettrait « des économies considérables. Encore faut-il que tous les acteurs concernés acceptent d'agir sans tabou ».

DEUX FOIS PLUS DE TEMPS POUR ALLER VENDRE NOS PRODUITS

L'analyse de Pierre-Yves Legris diffère sur le TGV. La liaison Brest-Rennes « ne sera jamais rentable et ce n'est pas à Paris que l'on fait de l'export. Il faut rapprocher la Bretagne de l'Europe et Brest de Rennes ». Une alternative existe selon lui. Elle consiste à relier ces villes en 1 h 15, par une ligne au nord, via Saint-Brieuc et une

au sud, via Quimper. « Cette irrigation du territoire favoriserait son développement ». L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes « deviendrait une réponse pour le Finistère alors qu'il ne résoudrait rien en l'état actuel ». Le Mans-Rennes à vitesse TGV ? « Il est dérisoire d'investir 12 M€ pour gagner 30 minutes quand l'amélioration du stationnement à la gare de Rennes permettrait d'en gagner 20 ! ».

Concernant les liaisons aériennes, un constat revient tel un leitmotiv. Elles ne proposent pas d'horaires raisonnables permettant de travailler et de faire un aller-retour dans la journée

sans mener un rythme insupportable à terme. « Les élites et les élus Bretons n'ayant pas besoin de se déplacer hors de Paris, ils n'ont pas compris que nous mettons deux fois plus de temps que nos concurrents pour aller vendre nos produits » résume Pierre-Yves Legris.

« Dans mon domaine, Londres est la capitale européenne » explique Jean-Marc Gandon. Or, il n'existe pas de liaison aérienne Rennes-Londres et il faut aller à Nantes ou Dinard. « On s'arrache les cheveux pour simplifier la vie de nos clients et nous devons leur envoyer un chauffeur à des heures indues ». ■

H Serieyx : « Toute région qui se développe intègre le volet sur l'énergie et les infrastructures, mais il ne suffit pas pour réussir. Ainsi, Vendôme, à 47 minutes de Paris en TGV, n'est qu'une ville-dortoir. À l'inverse, la petite ville de Sainte-Sigolène, en Haute-Loire, est devenue la capitale du film plastique ».

F Riboud : « Le leader mondial de l'agroalimentaire est un groupe suisse venu d'un petit bled, Vevey, sans infrastructures... Si elles sont nécessaires, il faut avant tout analyser les forces et les faiblesses d'une région et se concentrer sur quelques-unes. La Bretagne est excentrée ? Sans doute, mais on est toujours au centre de quelque chose. L'important est d'identifier l'espace dans lequel on a des avantages compétitifs et de choisir le terrain sur lesquels on se bat. Je crois aux régions avec des identités fortes. L'environnement est une des clés de la Bretagne ? Alors, il faut y aller à fond et ne pas disperser. Certains voient une force dans la gratuité de ses infrastructures. S'il en manque, mieux vaut un système économique qui permette d'en créer plus vite ».



LA PROBLEMATIQUE DE LA **COMPETITIVITE** ET ENTREPRISES VUE PAR DES ACTEURS ECONOMIQUES D'ILLE-ET-VILAINE

B

Quelles actions favoriseraient les relations entre enseignants et chefs d'entreprises ?

(2 choix possible)

57,3%

Accueillir en entreprise les futurs enseignants

47,6%

Créer des binômes professionnel/enseignant permettant de découvrir le milieu de chacun

38,3%

Impliquer enseignants et chercheurs dans les fédérations professionnelles

31,9%

Favoriser le dialogue entre les universités et les entreprises

C

Quelles mesures favoriseraient le développement à l'international : (3 choix possible)

59%

Renforcer les relais à l'étranger pour promouvoir et aider les entreprises bretonnes

54,1%

Aider les chefs d'entreprise à gagner leur premier marché à l'international

43,2%

Favoriser prises de participation et coopération entre entreprises bretonnes et étrangères

37,9%

Adapter les infrastructures au commerce international (aller-retour dans la journée avec les grandes villes européennes)

30,7%

Renforcer la présence bretonne sur les manifestations internationales

28,9%

Accueillir des missions de chefs d'entreprises étrangères en Bretagne

« L'industrie bretonne n'a pas le choix ; elle s'adapte aux défis mondiaux ou elle disparaît. Son salut passe par sa capacité à innover ; elle a tous les atouts pour cela ». Jean-Louis Tourenne met en avant l'engagement du département « dans le pôle "Automobile haut de gamme", l'Institut Maupertuis et le pôle productique » convaincu que, plus que par le prix, « la bataille » se gagnera d'abord

par la nature des réponses et la qualité. Il croit en la diversification, citant le futur transfert à Javené, à côté de Fougères, du site rennais du laboratoire départemental d'analyses « pour y développer un pôle de compétences ». La ville a déjà une vocation dans le domaine vétérinaire avec la présence du Laboratoire d'études et de recherches sur les médicaments vétérinaires et désinfectants dépendant de l'Agence française

de sécurité sanitaire des aliments (Afssa).

« La Bretagne est absente des cartes internationales qui illustrent la recherche médicale ou les biotechnologies » déplore Jean-Marc Gandon. Comme si elle n'existait pas. Pourtant, plus de 30 % des étudiants de Bretagne « sont dans le secteur du vivant ». Le PDG souhaite « qu'on sache les retenir ».

Il préconise d'inciter un maximum d'initiatives. Si toutes n'aboutissent pas, « plus il y en aura, plus il en restera. La région, guère dépendante de grands groupes, peut d'autant plus faciliter l'éclosion »



H Sérieyx : « La compétence globale n'est pas l'extrême qualité de chacun mais la capacité de tous à travailler ensemble. Je ne crois pas que les patrons de PMI bretonnes travaillent dans leur coin. Je constate l'inverse. Pour preuve, les dix meilleurs groupements d'employeurs français sont en Bretagne ».

F Riboud : « L'implantation régionale de nos usines cible des infrastructures permettant de livrer leurs produits en temps voulu. Suivent les compétences humaines disponibles. Parfois, s'installer dans un endroit ayant une très bonne qualité de vie peut inciter les gens à ne plus bouger. Et nous veillons à ne pas devoir assumer, seuls, le poids de l'emploi où nous sommes implantés. « Les Bretons rêvent de voir leurs enfants s'épanouir en Bretagne. Je rêve qu'ils puissent parcourir le monde, aller travailler en Chine et, un jour, revenir au pays ! ».

« Je ne voyais les politiques que si je devais fermer une usine ! Maintenant, je rencontre les élus de notre environnement industriel une fois par an. Si une multinationale ne cherche qu'à développer son chiffre d'affaires et sa marge, elle mourra à terme : elle sera prise en grippe. Et j'ai demandé à mes cadres de donner une partie de leur temps aux industries situées autour de nos unités. Le principe vaut pour les entreprises bretonnes en local ».



D

Comment développer l'innovation dans les entreprises
(2 choix possible)

43,5%

S'impliquer dans les pôles de compétitivité de son secteur

40%

Aider les entreprises à surveiller les marchés et les technologies

36,2%

Partager entre entreprises techniciens et/ou ingénieurs

33%

Favoriser l'exploitation des brevets de la recherche publique et les transferts de technologie

27,5%

Inciter les PME non technologiques à bâtir une stratégie d'adaptation au changement

➔ de projets ». Le foisonnement des petites entreprises crée la recherche et le passage à l'innovation. Bretagne Innovation « est au cœur de cette problématique ».

IL FAUT PLUS AIDER À GAGNER

Malgré les aléas, Rennes Atalante affiche chaque année un solde positif pour le nombre de ses emplois et de ses entreprises. « Il faut moins s'intéresser à ce qui va disparaître et plus aider à gagner ». La Bretagne « a plus à gagner qu'à perdre » dans les secteurs des télécommunications ou de la nutrition et la santé et le pôle Valorial doit favoriser la nécessaire mutation des IAA vers « plus de valeur ajoutée ».

J-H Lorenzi : « La Bretagne a depuis longtemps engagé un grand mouvement d'industrialisation. Elle a d'abord dû savoir ce qu'elle voulait faire, ensuite casser les barrières traditionnelles, se développer dans l'électronique, promouvoir la recherche, l'innovation et y mettre des fonds. Puis elle s'est diversifiée. La Bretagne crée de nombreuses PMI qui, quelques années après, à l'inverse des États-Unis, ont généralement peu augmenté leurs emplois. Il faut les aider à les développer ».

A Lespagnol : « Oui, l'avenir de la Bretagne passe par son développement industriel ! Le Conseil régional doit être un coordinateur et un facilitateur au plan économique. Il l'a fait dans les pôles de compétitivité qui impliquaient une mise en réseau de la formation, la recherche et les entreprises. Arrivés en phase de financement des projets, nous voulons que les PME y trouvent leur compte à côté des grands groupes ».

Christian Tacquard y compte. Il y voit le moyen de négocier le virage de l'innovation dans « tout ce qui tourne autour de l'obésité, le sel, les graisses, les sucres... ».

Il souhaite le voir doté de plus de moyens et espère « que les PME sauront travailler à plusieurs pour tirer parti des travaux de R & D ». ■

A

Quel est le meilleur moyen d'ouvrir les jeunes à l'international ?
(1 choix possible)

50,4%

L'apprentissage des langues dès la maternelle : 50,4 %

29,9%

Un stage de découverte à l'étranger pour tous les lycéens

19,7%

Un service civil à l'étranger pour chaque jeune breton

La journée du 9 juin en bref

10 h 30. Onze "Forums de la compétitivité" réunissent 1 100 participants. Ils abordent des thèmes majeurs : ressources humaines, innovation industrielle, formation des dirigeants, marketing et vente, achats, logistique industrielle, sécurité-santé-environnement, technologies de l'information et la communication, énergie, maintenance industrielle, gestion-finance.

14 h 10. Beaucoup des participants sont restés ; d'autres les rejoignent. Un brouhaha de cour de récréation enfle dans la grande salle du Mega CGR de La Mézière. Trop petite pour recevoir le millier d'inscrits¹, elle est en duplex avec une salle de 350 places. Une sonnerie d'école annonce le début des Egib. Des paroles d'enfants introduisent les tables rondes et, en préambule à chaque thème, un représentant des réunions de pays par département expose une brève synthèse.

17 h 20. Point d'orgue émotionnel des Egib, une maîtrise d'enfants interprète la chanson, "Je m'invente le monde", créée spécialement pour la circonstance.

Les Egib se veulent le point de départ d'un plan d'action au service de l'avenir industriel régional. "Je m'invente le monde, demain la Bretagne" doit illustrer une volonté tangible de mettre en musique le rêve breton et le concrétiser. Pour cela, le bureau du GFI Bretagne a donné son accord pour que soit imaginée une association réunissant chefs d'entreprises et acteurs de l'environnement économique. « Elle devra faire vivre dans le temps "Je m'invente le monde, demain la Bretagne" » explique Jean-Michel Queguiner, à qui la mission est confiée.

¹ 73,5 % des participants venaient de l'industrie, des services aux industries ou d'organisations patronales, professionnelles ou consulaires, 14,6 % de l'enseignement, la formation ou la recherche et 11,9 % de l'administration ou des collectivités. 39 % sont venus pour créer des liens avec des acteurs de l'industrie et un tiers pour soutenir l'action de leur organisation professionnelle, patronale ou consulaire.



C

Pour renforcer l'attractivité des métiers industriels auprès des jeunes, il faut : (2 choix possible)

49,8%

Communiquer davantage sur l'entreprise et l'esprit d'entreprendre

49,8%

Engager chaque patron à faire visiter son entreprise aux jeunes ou à présenter son métier dans les écoles

31,6%

Valoriser la reconnaissance des salariés dans les entreprises

29,5%

Expliquer aux jeunes la pérennité de l'industrie et ses besoins en compétences

24,4%

Créer un vivier de salariés pour témoigner dans les collèges, lycées...

D

Pour développer l'esprit entrepreneurial, il faut : (2 choix possible)

61,6%

Développer les formations par alternance à tous les échelons

46,5%

Parrainer des jeunes qui souhaitent découvrir la vie de chef d'entreprise

39,9%

Développer la formation au management des hommes dans l'enseignement supérieur

26,1%

Soutenir les expériences de "Junior Entreprises"

9,5%

Favoriser l'utilisation par les jeunes de jeux sur la création d'entreprise

LA PROBLEMATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DES ENTREPRISES VUE PAR DES ACTEURS ECONOMIQUES D'ILLE-ET-VILAINE

De nombreux jeunes arrivent encore sur le marché de l'emploi sans métier ni savoir-faire. « Pour eux, la Bretagne devrait obtenir de l'Education nationale un moratoire de 10 ans et mettre en place des formations dont les entreprises ont besoin », préconise Joël Chérítel. Il

plaide pour une orientation positive plutôt que par défaut. Menacer un élève sur la mauvaise pente de finir en usine « est contre-productif. Il ne voudra jamais y travailler. Or, il pourrait se révéler dans un métier industriel ».

Rapprocher l'école et l'entreprise ! Quel chef d'entreprise n'en rêve

pas ? La notion fait son chemin. Des deux côtés, lentement, mais sûrement. Le PDG préconise de faire tomber les barrières dès le collège. « Les jeunes doivent comprendre très tôt qu'ils peuvent développer leur intelligence dans des métiers manuels et y progresser ».

« L'Education nationale devrait s'interroger sur les raisons qui font que tant de gens lisent et écrivent difficilement » insiste Alain Sartoris. Si les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, « les orientations devraient être plus directives ». Il n'empêche que l'industrie propose une vaste palette d'emplois et qu'un jeune dépourvu de tout bagage peut encore y progresser, notamment « grâce à la formation continue ». ➔

H Sérieyx : « Un jeune n'a pas moins de conscience professionnelle. Neuf fois sur dix, s'il s'engage moins, c'est parce que son hiérarchique n'a pas donné de sens à son travail. Les dirigeants doivent y réfléchir. À la fin des années 1990, j'ai été délégué interministériel à l'insertion des jeunes en difficulté, sous le gouvernement Juppé puis celui de Jospin. Je n'ai pas vu la différence. À chaque fois, j'ai travaillé avec des gens sortis de l'École nationale "d'autisme", qui n'écoutaient pas, ne portaient pas attention aux autres et ne travaillaient qu'avec le cerveau gauche. Les jeunes sont sensibles à l'utilité du travail confié. Il faut leur expliquer leur "essentialité" ».



A Lespagnol :

« L'excellence de son système scolaire est un atout de la Bretagne. Ses résultats au bac, son taux d'accès et de poursuite aux études supérieures la place au premier rang des régions françaises. Elle produit plus de jeunes qualifiés que sa capacité économique ne lui permet d'en absorber. Ce n'est pas un mal. La question est de savoir comment ils peuvent revenir créer leur entreprise ou encadrer du personnel, enrichis par des expériences à l'étranger. Partir pour revenir, c'est important. Il faut soutenir cette mobilité temporaire ».

« Notre appareil de formation est très diversifié, notamment au niveau bac + 2. C'est un atout pour l'industrie bretonne, surtout que les licences professionnelles le prolonge. Si la professionnalisation des formations universitaires est engagée, il faut réfléchir à la façon de valoriser les jeunes issus d'une formation générale en incitant les entreprises à mieux prendre en compte leurs compétences réelles ».



Question Finale

En tant que dirigeant, vous êtes prêt à vous engager dans :
(3 choix possible)

54,4%

L'ouverture de l'entreprise aux jeunes et aux enseignants

37%

Une communication positive sur les entreprises industrielles

34%

Plus d'engagement dans les réseaux d'entreprises et/ou patronaux

30,2%

Un projet d'innovation

30%

Le développement de votre activité à l'international

19,8%

Un diagnostic d'utilisation d'énergie renouvelable

3,6 Rien pour l'instant

➔ Alain Le Roch regrette « la fuite en avant » de beaucoup de jeunes. Ils restent trop longtemps à l'université « qui ne prépare pas au monde industriel ni à l'économie. Ils devraient plus chercher à se former sur les métiers qui les intéressent et moins vouloir accumuler les diplômes ». Trop se réfugient dans des études littéraires sans débouché alors que beaucoup d'emplois techniques et scientifiques restent vacants. « Les entreprises manquent d'ingénieurs et de cadres en électronique, en biologie ou en biotechnologies ».

La mobilité géographique et la maîtrise de langues étrangères deviennent des nécessités ; associées, elles favorisent les évolutions de carrière. Le dirigeant d'AES Cheminex cite l'exemple de jeunes ingénieurs recrutés dans ses filiales en Espagne, Italie, Angleterre, Allemagne ou Etats-

J-H Lorenzi : « 23 % de chômage chez les 16-24 ans ; 150 000 jeunes par an quittant l'école sans savoir lire, ni écrire et sans qualification ; de formidables résultats au bac et de nombreux échecs au Deug... Au-delà de l'élitisme, on sait que le système ne marche pas. La France est le seul pays au monde où un élève du secondaire coûte plus cher que dans le supérieur. Et un étudiant en histoire à Rennes II coûte 50 fois moins cher qu'un étudiant de l'X ».

« Le regroupement des universités et des grandes écoles en Bretagne mérite réflexion. Toutes sont bonnes, mais la taille de certaines écoles ne leur permet pas d'avoir un laboratoire. Il faudrait regarder par filière universitaire, si, trois ans après la fin d'études, les étudiants ont trouvé un emploi. Dans la négative, parents et jeunes devraient le savoir. Il faut bien sûr insérer l'apprentissage au maximum et donner une légitimité aux formations techniques ».

Unis. « Ils ont obtenu des niveaux de responsabilité et de rémunération supérieurs à ceux qu'ils auraient eu en France ». En même temps, il s'étonne « du manque de mobilité et de maîtrise des langues de certains ».

Retenu par la venue inopinée du ministre de l'Emploi, de la cohésion sociale et de l'emploi, Jean-Louis Borloo, le président du Conseil régional n'a pu se libérer que pour la clôture des Egib.

Jean-Yves Le Drian : La Bretagne est une grande région industrielle et les Bretons ne le savent pas assez. Elle est la 6e région industrielle de France et ses emplois industriels n'ont pas cessé de progresser depuis vingt ans. Cette force, il faut la garder intacte ».

« Je m'interroge sur le fait de trop restreindre les priorités. Notre industrie a quatre pôles majeurs : automobile, construction navale, télécommunications et agrobusiness. Mais il ne faut pas négliger d'autres secteurs pouvant constituer des clusters. N'est-il pas intéressant de renforcer le pôle froid à Dinan ? Le pôle optique à Fougères ? Le pôle packaging nouvelle génération à partir de

Quimper ? Ne sous-estimons pas des formes de diversification dans un tissu industriel aussi fort et que nous souhaitons maintenir ».

« Je pense que si les services ne s'appuient pas sur l'industrie, ils forment des bulles... et les bulles éclatent. Il faut renforcer le tissu industriel. Cela passe par l'innovation, la recherche et, surtout, par une de mes préoccupations actuelles : assurer la reprise des 17 000 entreprises dont les dirigeants partiront en retraite dans les dix ans à venir ».

« Nous avons mis en place un schéma emploi-formation adopté sous peu. La bonne qualité des relations avec les branches industrielles pour l'élaborer est une base. S'il y a encore des incompréhensions, il n'y a pas de blocage ».





F Riboud : « Au sens général, la formation des jeunes touche l'employabilité. Si aucun chef d'entreprise ne peut s'engager sur le plein-emploi des salariés, tous peuvent le faire sur leur employabilité. Notre système scolaire est basé sur un élitisme total ! A Paris, les gens se battent pour mettre leurs enfants dans la meilleure école, de la maternelle aux classes préparatoires. J'ai proposé que les CV chez Danone ne mentionnent plus l'école des candidats : elle n'est pas un critère. Je préfère la recherche de l'adéquation avec le poste et la culture d'entreprise ».

« 60 % des jeunes veulent être fonctionnaires. Il ne faut pas en sourire mais comprendre pourquoi. Ils craignent l'avenir et de ne pas trouver de boulot. Ils passent leur permis : on leur donne 5 points quand les autres en ont 12. Pour leur premier emploi, on leur dit qu'ils peuvent être virés à tout moment. C'est choquant. Or, les techniciens manquent de professionnels et l'apprentissage est un vrai levier. Il faut revaloriser les filières apprenant un métier ».

